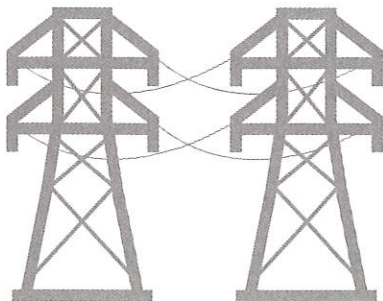


**CENTRES DE GESTION
SE DÉSAFFILIER... OU PAS !**

«Certains élus, un peu cow-boys, se sont désaffiliés "à l'arrache" de leur centre de gestion : ils commencent à s'en mordre les doigts», explique, un brin amusé, un directeur de centre de gestion lors des ETS. «La cotisation à un CDG peut être vue comme une simple ligne comptable. Et la supprimer, ressembler à une économie. Mais, très vite, ces élus se rendent compte que l'affiliation n'est pas une simple taxe : les CDG fournissent des prestations de qualité qui génèrent des économies.» Ils assurent notamment le dernier véritable contrôle de légalité en matière statutaire...

12 Md€

C'est le chiffre d'affaires des activités de distribution d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid, soit environ 0,5 % du produit intérieur brut français, selon l'association Amorce.

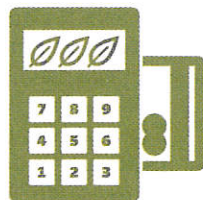


ASSOCIATIONS D'ÉLUS

L'ATTITUDE À GÉOMÉTRIE VARIABLE DES MAIRIES FN

David Rachline, Marc-Etienne Lansade et Patricia Zirilli, maires des trois communes varoises FN, l'ont annoncé dans la presse: ils quittent l'Association des maires de France, coupable, à leurs yeux, d'avoir émis des réserves sur la présence de crèches dans les hôtels de ville. L'AMF, cependant, n'a pas reçu de demande de désaffiliation en bonne et due forme de la part de Fréjus, de Cogolin et du Luc. Peut-être ce retrait passera-t-il par un non-renouvellement de l'adhésion...

A l'Association des petites villes de France, «on ne retient pas les maires FN». Seule la commune de Villers-Cotterêts figure aujourd'hui dans le fichier des adhérentes. Son maire, Franck Briffaut, a d'ailleurs participé à une manifestation récente de l'association. Du côté de Villes de France, Fréjus s'est désaffiliée. En revanche, Hénin-Beaumont, fief de la présidente du Front national, Marine Le Pen, fait toujours partie de l'association...



DÉCHETS

LA FISCALITÉ VERTE AU REBUT

Aucune trace de la réforme de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) dans le projet de loi de finances rectificative pour 2015. La TGAP sur le stockage et l'incinération des déchets devait être allégée pour les territoires en avance sur la loi de transition énergétique. Redoutant un manque à gagner, Bercy a écarté cette piste, issue du Comité pour la fiscalité écologique. «Faut-il sacrifier l'environnement aux rentrées fiscales?» se demande un expert. Le projet initial reviendra par voie parlementaire.

FINANCES

UNE FEMME À LA TÊTE DE L'AFIGESE

C'est une première à l'Afigese. Une femme a été élue début décembre présidente de l'association Finances, gestion, évaluation des collectivités territoriales, en la personne de Françoise Fleurant-Angba, adjointe à la cheffe du centre de services partagés comptables de la ville de Paris. Celle

qui défend une gestion collégiale a voulu élargir le bureau administratif à Christophe Hannequin (coordination des groupes de travail), Colette Couture-Neulat (commission «communication») et Luc Alain Vervisch (relations avec le monde universitaire). En hommage à Cédric Mauduit, assassiné au Bataclan, la vice-présidence, qui devait lui revenir, restera vacante.



F. CALCAVECHIA / LA GAZETTE